

# Distinction

André FAZI, Maître de conférence en Sciences Politiques vient de se voir décerner, lors du Congrès de l'Association américaine de science politique, le Deil S. Wright Best Paper Award pour son article : *"The Limits of Indirect Rule : Containing Nationalism in Corsica"*.

Il s'agit déjà d'un long projet de recherche, puisqu'il a débuté en juillet 2015, à l'occasion de la venue en Corse de Michael Hechter, David Siroky et Sean Mueller. L'objet initial était l'efficacité des systèmes d'administration indirecte – où le contrôle politique des territoires périphériques est concrètement assuré par des notables locaux distribuant des ressources d'origine étatique –, et particulièrement leur capacité à entraver la demande nationaliste. La Corse apparaissait *a priori* comme un bon territoire d'étude, considérant qu'elle s'est longtemps trouvée sous la domination quasi-hégémonique de deux grands réseaux de notables excluant toute remise en question de l'appartenance à la République française, mais que cette domination est sujette à une contestation de plus en plus efficace depuis les années 1970. L'hypothèse centrale était que le développement de nouvelles sources de richesse, non contrôlées par les notables locaux, amoindrait la légitimité de ces derniers et fondait des opportunités décisives pour de nouveaux acteurs politiques, notamment nationalistes.

## Deil S. Wright Best Paper Award

The Deil S. Wright Best Paper Award is conferred for the best paper in the field of federalism and intergovernmental relations presented at the previous year's annual meeting of the APSA.

*Award Committee:* Charles Hankla, Chair, Georgia State University; Mona Vakilifathi, New York University; Jason Sorens, Dartmouth University

*Recipients:* **David Siroky**, Arizona State University; **Sean Mueller**, University of Bern; **Michael Hechter**, Arizona State University; **Andre Fazi**, University of Corsica

*Title:* "The Limits of Indirect Rule: Containing Nationalism in Corsica."

La première communication publique de cette recherche, aussi bien quantitative que qualitative, a été donnée à New York en avril 2016, lors du congrès de l'*Association for the Studies of Nationalities*. Nous y montrions qu'au niveau communal le facteur-clé de la progression du mouvement nationaliste lors des élections territoriales de 2010 et 2015 n'était ni culturel ni économique mais politique. Elle procédait principalement de la perte d'efficacité du système d'administration indirecte, c'est-à-dire du contrôle politique exercé par les partis dominants, mesuré à travers les niveaux de fragmentation partisane et d'abstention.

Toutefois, d'un point de vue quantitatif, les résultats demeuraient insatisfaisants, notamment du fait d'un lourd déficit de données aussi bien culturelles qu'économiques. Afin de combler en partie ce déficit, nous avons cherché à obtenir des données fiscales individuelles anonymées, mais y avons renoncé au vu de la faiblesse relative des données disponibles pour les petites communes – très nombreuses en Corse – et du coût de l'opération.

Nous avons donc retenu, en décembre 2016, l'idée d'un questionnaire administré numériquement (via le serveur *surveymonkey*) et adressé à des élus, responsables de partis, journalistes, universitaires et cadres de la fonction publique territoriale en Corse. Les premières demandes ont été adressées fin février 2017, et nous avons décidé d'agir

sur une période limitée (environ un mois), afin que la proximité des élections présidentielles et législatives en France influe le moins possible sur les réponses. Le succès a été étonnant, puisqu'environ 80% des personnes sollicitées ont accepté de participer, soit 264 personnes ressortissant à 105 communes différentes (sur 360), et avec une représentation quasi-égale des diverses sensibilités s'agissant des acteurs politiques. À ces données s'ajoutent celles obtenues lors de 51 entretiens semi-directifs, conduits entre 2015 et 2017.

Pour chaque commune concernée, le questionnaire a permis d'ajouter aux données politiques et économiques déjà disponibles des résultats relatifs : 1/ à la situation politique, notamment en ce qui concerne la durabilité de l'exercice du pouvoir municipal, 2/ à la demande d'autonomie, 3/ à la maîtrise de la langue corse, 4/ à la disponibilité d'opportunités dans le secteur privé, et spécialement dans le tourisme, 5/ à l'évolution des opportunités d'accès à un emploi public, 6/ à l'employabilité des personnes récemment arrivées en Corse par rapport à celles dont la famille y réside depuis plusieurs générations, en ce qui concerne tant les emplois peu qualifiés que les emplois très qualifiés.

Les résultats de notre modèle de régression (de type SUR ou SURE) ont validé la majorité de nos hypothèses. Pour ne citer que les principales conclusions : là où le même parti dirige la commune depuis au moins 30 ans, la part de population corsophone n'a aucun impact sur la demande d'autonomie et sur le vote nationaliste. En revanche, dans les autres communes, cette part a un impact significatif et très positif. De même, les opportunités économiques dans le secteur privé sont significativement et positivement corrélées à la demande d'autonomie, excepté dans les cas de domination politique durable d'un seul parti. Enfin, parmi les facteurs du vote nationaliste, l'absence de domination politique durable dans la commune est indéniablement le plus puissant. À noter aussi que si le chômage n'a aucun impact, le sentiment suivant lequel les personnes récemment arrivées en Corse obtiennent plus facilement des emplois peu qualifiés a un effet important.



Les données qualitatives recueillies lors des entretiens corroborent ces conclusions. De surcroît, elles constituent un matériau très précieux en ce qui concerne les formes du contrôle politique des partis traditionnellement dominants en Corse, et leur récent déclin qui a favorisé de façon décisive la progression nationaliste.

En résumé, à travers le cas de la Corse, cette communication contribue à une meilleure compréhension des conditions favorisant l'essor du nationalisme, à travers l'étude des relations entre facteurs culturels, politiques et économiques. Loin de l'interprétation culturaliste suivant laquelle le nationalisme serait principalement fonction de l'attachement d'une communauté à son identité propre, nous avons rappelé que la progression du nationalisme corse a été la plus lente dans les zones où la langue corse est le plus parlée, et montré comment les structures traditionnelles du pouvoir local peuvent être des freins très puissants à la progression d'une mobilisation nationaliste. Désormais, nous souhaiterions pouvoir confronter ces résultats à des données d'enquête au niveau individuel afin de perfectionner notre modèle, et mener des comparaisons avec des territoires théoriquement propices au nationalisme, mais où aucune mobilisation nationaliste saillante n'a pu se développer durablement (Sicile, Guadeloupe, etc.).